

Le journal de Moret et sa région  
Insoumis Seine et Loing

# La piqure de rappel

N°13 - Octobre 2025 - Trimestriel

**Edito**

## Gouvernement LECORNU 2 : une provocation scandaleuse

# TOUT ÇA POUR ÇA?

**T**andis que le peuple souffre, le responsable en chef de ce chaos, Emmanuel Macron, s'accroche au pouvoir comme une moule à son rocher. Il est désavoué par 82 % des français, du jamais vu sous la cinquième république !

En ayant refusé en juin 2024 de respecter le suffrage universel, comme cela se fait dans toutes démocraties européennes, puis tenté d'imposer à l'assemblée nationale un gouvernement illégitime qui rassemble des députés ultra minoritaire dans les urnes, Macron est le seul responsable de ce chaos.

La comédie a assez duré ! Le Président doit partir. Le peuple est le seul souverain, c'est lui qui décide.

Du côté de Matignon, le gouvernement Lecornu est un

cortège de revenants à 80 % LR associés aux macronistes pour continuer une politique qui a provoqué tant de souffrance populaire et de dégâts écologiques. Le peuple perd patience. Nous avons à faire à une véritable cacophonie qui provoque un dégoût des dirigeants politiques en trahissant leurs engagements.

Souvenez-vous des élections pour rien. Cela ne tiendra pas. Et tout ça pourquoi ? Juste pour continuer le gavage d'une oligarchie parasite du pays.

Cela ne peut que encourager les français à se détourner de la politique.

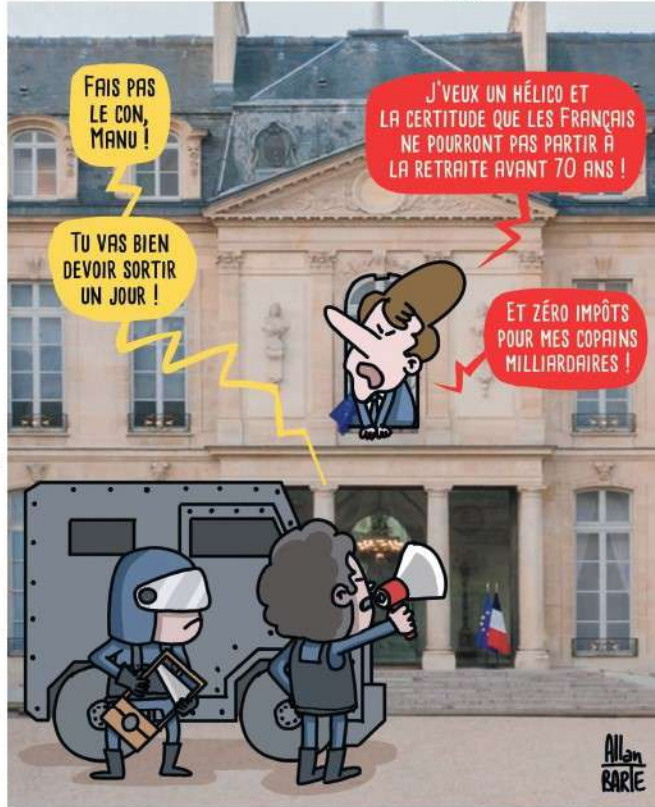
Le spectacle est pitoyable. La valse des réunions dans les hôtels feutrés du PS avec Attal, de Attal avec Le Pen, des allés et retour au ministère, pour quoi?, pour qui ?

Le Pen, parlons-en. Le RN a sauvé par 8 fois le gouvernement en ne votant pas les censures proposées par le NFP, alors que son électorat souhaite à plus de 86 % le départ de Macron. Le RN s'est aussi abstenu lors du vote pour la destitution d'E. Macron à l'assemblée nationale. Le RN est la bouée de sauvetage du Macronisme et de la droite en général. La politique Macroniste est le carburant de RN.

Lecornu déclare : « on ne peut trancher aucun sujets avant l'élection présidentielle de 2027 ». Alors la solution c'est de faire cette élection de suite. Le pays n'a plus de temps à perdre.

Quoiqu'il arrive La France Insoumise propose un autre avenir pour notre pays. Pour cela nous nous adressons à toutes celles et ceux qui ont fait avec nous la NUPES et le NFP, d'agir ensemble pour porter le programme de rupture dont la France a besoin, pour en finir avec la macronie et battre l'extrême droite.

Macron doit partir ou être destitué ! Mais il s'obstine. C'est parti pour le gouvernement Lecornu 2. Le jeu des chaises musicales continue...



## Sommaire

**P1 : Edito, Brèves.**  
**P2 et P3 : municipales, écologie, éducation, transports**  
**P4 International, santé, vie locale**

## Le saviez-vous?

### Écologie

1 train de FRET = 35 wagons ou 55 camions de 32 TONNES  
Pour moins de pollution :  
Osons le train.

### Une petite retraite, c'est combien ?

C'est un montant mensuel inférieur à 1352 Euros pour une personne, et moins de 2100 euros pour un couple.

### Représentation à l'Assemblée Nationale

6% d'ouvriers ou d'employés ont été élus députés.

### Âge de la retraite

73 % des salariés sont POUR l'abrogation de la retraite à 64 ans.

### Découverts bancaires (Insee)

Début de l'année 2026, 31 % des français vont se retrouver avec un découvert compris entre 200 euros 300 euros. 29 % des Français sont à découvert toute l'année. 59 % des Français dans le rouge au mois de janvier 2026.

### Une simple question :

Si les dividendes n'ont pas vocation à financer les retraites, POURQUOI le travail devrait-il enrichir les actionnaires ?

### La france des honnêtes gens

C'est le nouveau slogan des Républicains, qui ont vu leurs responsables ou anciens cadres condamnés à 26 reprises par la justice, ces 5 dernières années... notamment pour corruption ou détournements de fonds publics (Wauquier, Dati...)

### Un chiffre impressionnant

2190 enfants dorment dans la rue avec leurs parents, en août 2025.

### À propos de notre santé

La Seine et Marne compte à peine 89 médecins généralistes pour un peu plus de 100 000 habitants. Cette densité nous place au 99ème rang sur 101 départements.



# Élections municipales 2026

## Une majorité de candidats sur MLO vont se dire apolitiques ?

L'apolitisme actuel repose sur un malentendu et une conception erronée de la politique. En vérité, la neutralité politique n'existe pas, quelle que soit la consultation électorale. Par contre, il existe actuellement et dans des pourcentages importants, le rejet des partis politiques et le rejet du système politique. De nombreux candidats.es vont se présenter en vous précisant qu'ils ou elles ne font pas de politique, et que leur priorité est de concourir à votre bonheur dans la commune...

Nous remarquerons également que les labels partisans ne sont pas souhaités. Vous pouvez participer à une liste mais avec obligation de taire votre engagement politique. En clair, personne ne souhaite que sur sa liste ne soient indiquées les nuances politiques. En 2020, plusieurs maires ayant eu l'obligation d'afficher la nuance politique de leur liste se sont indignés. Nombreux

ont été celles et ceux qui ne voulaient pas apparaître affiliés à un parti. Les militants de la France Insoumise sur MLO, comme un certain nombre d'entre vous, ont sur le sujet un autre regard, une autre approche. Cet apolitisme moderne est concomitant à la montée de l'abstention. Ne pas faire de politique : cette recommandation est souvent proposée pour que l'élection ne puisse trouver aucune accointance idéologique créant des passerelles non souhaitées, qui mettraient le candidat et sa liste en difficulté.

Aujourd'hui, cette mode consiste à rejeter les idéologies en ne s'associant à aucun système d'idées qui pourrait cliver, rendant la politique totalement futile ou dépourvue de sérieux. Etre apolitique... c'est faire fi du fait que la neutralité est elle-même une prise de position politique. Etre apolitique... c'est un choix navrant qui révèle l'incapacité des partis

de droite comme de gauche, à dégager par eux-mêmes un candidat, un choix qui nourrit l'idée populiste de l'inutilité des partis politiques, un choix qui s'en remet à un seul individu qui n'engage que sur sa personne, et non à une organisation aux valeurs publiquement défendues et assumant son action devant les électeurs. Un choix qui nie l'exigence d'appartenir clairement à l'un des 3 blocs qui structurent le débat politique en novembre 2025.

Bref, être apolitique est un choix désolant qui, à la fois est un relent de ni droite ni gauche – mais qui dans les faits et dans la même liste, porte potentiellement en lui un germe de trahison future. Pour La France Insoumise, l'apolitisme dans une commune de 13 000 habitants n'existe pas. Des exemples seront progressivement apportés sur ce sujet pour en faire la démonstration dans les prochains numéros.

## Municipales 2026 : pour des conseils municipaux enfin démocratiques

### Une crise silencieuse au cœur des communes

Chaque jour en France, un maire démissionne. Derrière ce chiffre brut, l'Observatoire de la démocratie de proximité pointe une réalité inquiétante : les tensions internes, parfois plus fortes au sein des majorités qu'avec l'opposition, minent la vie municipale. Résultat : des élu-es épuisé-es, isolé-es et désillusionné-es.

Selon l'Observatoire national des élus locaux, dès 2020, près d'un tiers des maires estimaient que leurs équipes manquaient de vision claire, et près de la moitié des adjoints jugeaient leurs missions floues. Quant aux conseillers sans délégation, 4 sur 10 ne se sentaient pas associés aux décisions. Cette crise de représentativité se traduit aussi par une crise des vocations. Si la France détient le record européen du nombre de communes, avec près de 35 000 maires et près d'un demi-million d'élus municipaux, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux ont jeté l'éponge depuis 2020.

### Des élu-es engagés... mais muselés

Nombreux sont ceux qui avaient rejoint une liste par conviction, par désir de servir l'intérêt général et de préparer l'avenir. Mais l'expérience tourne vite à la désillusion : réunions verrouillées, votes expédiés, décisions prises ailleurs, concentration du pouvoir autour du maire et de son cabinet. Les commissions sont rares, les conseillers réduits au silence.

À cette frustration s'ajoutent des pressions sociales, du harcèlement – parfois sexiste – et une mise à l'écart brutale. Résultat : beaucoup s'autocensurent, d'autres démissionnent, et rares sont ceux qui envisagent de se représenter.

### Partager le pouvoir, ce n'est pas interdit

Cette situation n'est pas une fatalité. Si le Code des collectivités territoriales reste empreint de centralisme, rien n'empêche un maire de partager le pouvoir et d'installer une gouvernance plus collégiale. À condition d'en avoir la volonté politique.

### Réinventer le règlement intérieur

Plutôt qu'un copier-coller du passé, il pourrait être co-construit avec l'ensemble de l'équipe, voire esquissé dès la campagne

électorale. On pourrait y inscrire : un calendrier de séances prévisibles, un droit électif d'amendement, la publicité des comptes rendus, la mise en place de commissions thématiques ouvertes, des dispositifs de démocratie participative (référendums locaux, conseils de jeunes, comités citoyens, agoras de quartier).

### Organiser une gouvernance collégiale

Séparer clairement l'orientation politique (partagée entre tous les élu-es de la majorité) de l'exécution administrative (assurée par le maire et le bureau) permettrait d'éviter la verticalité autoritaire. La délégation des compétences devrait être généralisée et inclusive, y compris à l'opposition, dans une logique de dialogue et de coopération.

### Repenser les indemnités

Loin d'être un privilège, l'indemnité des élus est une condition pour exercer correctement leur mandat. Sa répartition pourrait être modulée selon l'investissement réel, les délégations exercées et les contraintes personnelles (actifs, retraités, étudiant-es, parents). Des dispositifs de remboursement des frais de garde existent et doivent être systématisés.

### Signer un pacte de gouvernance

Au-delà des textes réglementaires, il s'agit d'un engagement politique et moral entre tous les membres d'une liste. Rendu public, expliqué aux habitants et signé par les élu-es, il poserait les bases d'une démocratie municipale vivante et transparente.

### Un souffle nouveau à l'horizon 2026 ?

L'Assemblée nationale a déjà adopté en première lecture une loi visant à sécuriser et faciliter l'exercice du mandat local. Elle prévoit un véritable statut de l' élu, un droit à la formation renforcé, des congés électifs, un soutien aux étudiant-es et aux personnes en situation de handicap. Le Sénat doit l'examiner à l'automne 2025. Si elle est adoptée avant les municipales de 2026, cette réforme pourrait donner un peu d'air à des milliers d'élus en souffrance. Mais au-delà des lois, la démocratisation des conseils municipaux dépendra avant tout d'une volonté collective : faire de l'intelligence citoyenne une ressource, et non une menace.



# Écologie : Méga Canal, méga scandale !



## Appel à mobilisation contre le canal Seine-Nord Europe

Le canal Seine-Nord Europe (CSNE) est un projet pharaonique visant à relier l'Île-de-France (via la Seine et le port de Gennevilliers) aux ports du Nord (Anvers et Rotterdam) par la construction d'un canal qui connecterait Compiègne (60) à Aubencheul-au-Bac (59). Sur cette nouvelle autoroute fluviale, circuleraient des péniches à grand gabarit longues de 185 mètres et lourdes de 4 400 tonnes (contre 800 tonnes aujourd'hui) qui transporterait des marchandises venues du monde entier.

Dans le sud de la Seine et Marne, il s'agit de « rectifier » les méandres entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine, actuellement vivier de biodiversité et tampon indispensable des crues. Les raisons de s'opposer à ce projet sont nombreuses et se rejoignent. Terres agricoles sacrifiées, eau accaparée, mise en danger d'espèces protégées, disparition de la batellerie artisanale, concurrence aux travailleuses du port du Havre, intensification de l'export, spéculation sur le prix du blé... Ce sera un désastre sur tous les plans, social, écologique, démocratique et économique. Et ce, alors même qu'il existe des alternatives plus heureuses comme la restauration du fret ferroviaire ou la valorisation de la batellerie artisanale existante.

Afin de continuer à dénoncer publiquement ce grand projet inutile et écocide et de porter de véritables alternatives sociales et écologiques, les Soulèvements de la Seine appellent à rejoindre le grand week-end de mobilisation organisé du 10 au 12 octobre 2025 vers Compiègne, dans l'Oise.

## Éducation : fermetures de classes, nos enfants sacrifiés !

**Ç**a y est ! C'est la rentrée ! Et avec elle, les conséquences du dernier budget austéritaire de Bayrou.

Depuis le mois d'avril, nous avons distribué plus de 1500 tracts et organisé une réunion publique pour informer les parents d'élèves des nombreuses fermetures de classes prévues pour cette rentrée 2025, dont voici la liste :

- Fermeture à l'école élémentaire Henri Maugé de Champagne-sur-Seine,
- Fermeture à l'école maternelle du Donjon à Moret-sur-Loing,
- Fermeture à l'école élémentaire des Columières à Moret-sur-Loing,
- Fermeture à l'école élémentaire Alexandre Chevrier de Veneux-les-Sablons.
- Fermeture à l'école maternelle Camille Dabin à St Mammès,
- Fusion d'école à Thomery entre les écoles primaire et maternelle : Alexandre Huet et Rose Charmeux,
- Fermeture à l'école primaire Michel Legrand à Vernou-la-Celle.

Dans l'ensemble du département, on dénombre ainsi la suppression de 91 postes d'enseignants !

C'est donc en responsabilité que nous avons lancé une pétition pour s'opposer à ces fermetures de classes. Cette dernière a recueilli 360 signatures, et un soutien massif de la part des parents d'élèves interrogés aux abords des écoles concernées !

Tous, sans exception, ont exprimé leur incompréhension face à une telle décision - dont ils n'avaient d'ailleurs même pas connaissance, pour la plupart.

Et pourtant, le soutien des élus locaux se fait toujours attendre - et ce n'est pas faute de l'avoir demandé ! Mais après tout, pourquoi s'opposeraient-ils aux conséquences d'un budget que leurs formations politiques respectives ont approuvé ?

En attendant, notre pétition a été transmise au rectorat. Nous invitons les parents d'élèves à se mobiliser pour appuyer notre demande, et refuser que l'on fasse des économies sur le dos de nos enfants !

## Transports : le service public sur une voie de garage

**SNCF : Les profits sur les rails, les territoires sur le quai.** Après trente ans de « réformes », le gouvernement vient d'offrir un cadeau en or aux concurrents privés de la SNCF : exploiter les lignes rentables sans se soucier des autres. Contrairement à l'entreprise publique, obligée d'assurer la desserte de tout le territoire, Trenitalia, Renfe et bientôt d'autres n'auront aucune mission d'aménagement territorial. Pire : ils bénéficieront de rabais sur les péages ferroviaires, pendant que la SNCF devra assumer seule l'entretien d'un réseau en lambeaux.

**Autoroutes : Jackpot éternel pour Vinci & Co.** Pendant qu'on étrangle le rail, les autoroutes restent une machine à cash pour Vinci, Eiffage ou la Sanef. Les concessions rapportent plus de 6 milliards

d'euros par an aux actionnaires privés, et l'état refuse de récupérer la main sur celles qui arrivent bientôt à échéance. De quoi financer pourtant le ferroviaire. Mais à Matignon, on préfère fermer les yeux et continuer à subventionner le bitume.

### La fin de la solidarité territoriale

La SNCF fonctionnait sur un principe simple : les lignes rentables finançaient les petites dessertes, indispensables à la vie des territoires. Avec la mise en concurrence, ce système s'effondre. Demain, pourquoi la SNCF continuerait-elle à s'arrêter à Mâcon, Valence ou Poitiers, si ses concurrents ne le font pas ? Déjà, des gares moyennes voient leurs arrêts disparaître, signe avant-coureur d'un abandon organisé.

**Un film qu'on connaît déjà.** La privatisation du rail en Grande-Bretagne

ou en Suède s'est traduite par le chaos : retards, hausses de prix, effondrement du service... jusqu'à des renationalisations forcées. En France, on persiste pourtant à appliquer la même recette. Le résultat ? Des trains plus chers, moins nombreux, moins fiables. Et une SNCF transformée en vache à lait pour ses rivaux.

### Le grand déraillement démocratique

Au-delà du train, c'est l'idée même de service public qui déraile. Après les hôpitaux, les tribunaux ou les impôts, c'est désormais la gare qui disparaît des villes moyennes. Un choix politique qui creuse le sentiment d'abandon et d'injustice sociale, terreau idéal pour les colères et les votes extrêmes. Mais, comme dirait un certain président, dans les gares il n'y aurait de toute façon que « des gens qui ne sont rien »...



## Mobilisation pour la Palestine

Le samedi 30 août, les insoumis de Moret Seine et Loing ont organisé un rassemblement pour la Palestine sur la place de la Mairie de Moret-sur-Loing. Ce rassemblement a réuni 120 personnes ! Une première pour cette commune de 13000 habitants.

En plus des insoumis-es, d'autres partis politiques ont affiché leur soutien tel que l'APRÈS, le Parti de gauche et le Parti Communiste Français. Des élus de la municipalité ont également fait acte de présence.

Arnaud Saint Martin, député LFI-NFP de la 1<sup>ère</sup> circonscription de Seine-et-Marne ainsi que Julie Garnier, conseillère régionale d'Ile de France LFI nous ont fait l'honneur de leur présence et ont tous deux parlé de la situation des civils à Gaza. Plusieurs autres prises de paroles ont eu lieu, celle des co-animateurs qui ont introduit l'assemblée ainsi qu'un membre du PCF et qu'un représentant de la Ligue des Droits de l'Homme. Une pétition a également été ouverte pour un cessez-le-feu, pour le respect des droits internationaux et pour la libération des otages israéliens.

Ce rassemblement a été le commencement d'un pôle de résistance à Moret car à la fin de cette mobilisation, une habitante de Moret a proposé de continuer cette



initiative et a proposé un rendez-vous tous les dimanches matin à partir de 11h. Toutes ces initiatives, qu'elles émanent de citoyen-nes ou de groupes politiques à travers toute la France ont permis de faire pression sur le président de la République qui a reconnu l'État de la Palestine le 22 septembre.

Merci aux citoyens de la commune et des villes voisines pour leur présence et merci à tous nos intervenants pour leurs discours engageants qui ont appelé à la solidarité quelque soit leurs nationalités ainsi qu'un soutien inconditionnel à toutes ces personnes qui vivent sous les bombes.

## Alerte santé : Fermetures envisagées du service des urgences à Nemours et de la maternité à Montereau

Une circulaire du Premier Ministre (F. Bayrou) à destination des directeurs.trices des agences régionales de santé (A.R.S.) relative à l'efficience et à la performances des établissements de santé vient de paraître (source [legifrance.gouv.fr](https://www.legifrance.gouv.fr)). Il est clairement évoqué qu'il va falloir faire des efforts budgétaires et que les primes des directeurs.trices seront adossées aux économies réalisées.

Le dernier rapport de la chambre régionale des comptes de septembre 2024 indique en effet : « En conséquence : les économies à réaliser pourraient être réalisées en fermant le service d'urgence à Nemours, la maternité de l'hôpital de Montereau avec un nombre d'accouchements en baisse, seraient aussi menacées. » Que vont devenir les patients, les usagers de cet indispensable service public hospitalier ? Il serait intéressant que nos élus de la Communauté de Communes de Moret-Seine-et-Loing (CCMSL) se préoccupent de ces sujets d'une extrême importance, car ils concernent plusieurs dizaines de citoyens. Nous aimerions que les bla bla... habituels, majoritairement de droite, s'expriment. Merci à P. Septiers (Bloc central et Macroniste) et Jean-Louis Thiériot (Bloc central – LR) de bien vouloir nous indiquer quelles sont leurs intentions.

### Citoyennes, citoyens, osez l'engagement ! Notre commune a besoin de vous.

Les élections municipales auront lieu les 15 et 22 mars 2026. 34 875 communes sont concernées au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Seront élus 34 787 maires et 459 811 conseillers municipaux, un vrai réservoir démocratique de la proximité.

Quels que soient votre situation professionnelle ou familiale, vos idées, vos revenus, vos origines, votre volonté de changer le quotidien : engagez-vous dans votre commune !

- pour être présents et décider ensemble de l'avenir de ses 13 000 habitants.
- pour réduire la distance entre les représentants élus et les représentés citoyens.
- pour faire des propositions et participer aux choix.
- pour participer activement à renforcer le lien social et contribuer à l'amélioration de votre quotidien.

travaillons ensemble sur tous les projets et agissons pour la démocratie locale. Toutes les générations sont concernées ! Aux femmes et aux hommes prêts à révéler tout leur potentiel et à oser l'engagement pour la vitalité démocratique de la commune.

Retrouvez tous  
les numéros  
de la Pique  
de rappel au  
format  
numérique en  
flashant le  
QR code



Ont collaboré à ce numéro :  
Jean-Marc, Joyce, Benjamin,  
Christophe, Guillaume, Yohann,  
Marc et Gérard  
Pour recevoir La piqure de rappel,  
pour soutenir ou participer aux  
actions de La France Insoumise,  
transmettez votre courriel à :  
[insoumisud77@gmail.com](mailto:insoumisud77@gmail.com)  
Page Facebook :  
Insoumis Seine et Loing  
Instagram : @lfi\_msl